

constitutions de l'ancien monde ont été cimentées par le sang de nations ennemies ; quand on se rappelle qu'en Angleterre les héritiers de maisons rivales eurent à lutter pendant plusieurs siècles à qui aurait la suprématie, et que l'autorité, le pouvoir et le bon gouvernement n'ont pu être obtenus de factions adverses que par le concours de la force ; quand je me rappelle la révolution qui a terminé la longue lutte entre les souverains d'Angleterre et les parlements, et comment, de l'union, de la concorde et de la liberté obtenus seulement par le glaive, est sortie une prospérité jusqu'alors inconnue dans les annales de l'histoire ; quand je me retracer l'histoire depuis les temps de la féodalité jusqu'à nos jours, je suis porté à croire que nous manquerions de sagesse si nous laissons passer l'occasion qui nous est offerte d'acquiescer à la fois la liberté, la puissance et la prospérité. (Écoutez ! écoutez !) Il va sans dire que cette union augmentera nos moyens de défense, premièrement, parce que si nous devions rester tels que nous sommes, c'est-à-dire autant de provinces séparées, l'acquisition de notre territoire tenterait davantage la république voisine, qui, indubitablement, croira qu'elle peut l'annexer à elle sans beaucoup de frais ; mais si nous formons une confédération, le caractère national que nous acquerrons par elle la détournera de cette entreprise. Je suis de même convaincu que le peuple d'Angleterre s'intéresserait plus à nous, qu'il ferait plus de sacrifices d'hommes et d'argent pour notre défense que si nous restions colonies séparées. (Écoutez ! écoutez !) Je crois que la seule mention de cette confédération a attiré les regards du monde sur la grandeur des ressources de ce pays. (Écoutez ! écoutez !) Un fait très significatif aussi, c'est que l'opinion en faveur de cette union est partagée en Europe par des hommes d'état éminents. En secondant l'adresse en réponse au dernier discours du trône, lord HOUGHTON a distinctement déclaré, relativement à la partie qui avait trait à la confédération : " qu'il était aise de cette initiative, d'autant qu'il croyait qu'un jour le monde ne se composerait que de grands empire." Voici en outre ce qu'a dit le comte DUBBY à cette occasion :

" Dans les circonstances actuelles, je vois avec la plus grande satisfaction cette réforme dont fait mention le discours de Sa Majesté : la confédération des provinces canadiennes. Par cette union, j'espère que le but des provinces canadiennes est

de former une puissance assez forte pour pouvoir, avec l'aide de ce pays—et je suis sûr que cette aide ne lui fera jamais défaut—repousser toute agression."

(Écoutez ! écoutez !)

Je demande maintenant quelle serait notre position si la coalition qui existe aujourd'hui n'eût pas été formée dans le but que nous connaissons ? Nous avons vu les luttes de parti et l'agitation qu'elles ont créée ; nous avons vu avec quelle avidité le pouvoir était recherché ; nous avons vu que les affaires du pays étaient négligées, sa législation devenue presque impossible, et que nos salles législatives étaient devenues le champ clos des luttes personnelles dues à l'animosité qui existait entre les différents partis politiques ; nous avons vu les difficultés qui existaient entre les deux sections, auxquelles sont venues se mêler les dissensions religieuses,—difficultés qui se compliquaient de plus en plus et qui tendaient fortement à une dissolution de l'union, parce que nous, les députés du Haut-Canada, n'aurions pu nous soumettre pendant longtemps encore à la privation du juste droit qu'à cette section d'être représentée en cette chambre d'après le nombre de sa population. (Écoutez ! écoutez !) Prenant la question à ce point de vue, je trouve que nous avons été favorisés par les circonstances, puisqu'elles ont ouvert une voie à la solution des difficultés qui nous entouraient de toute part, et offert au peuple de plus grands moyens d'action, à l'égard du développement de ses ressources commerciales, manufacturières et minières, et relativement à nos relations sociales. Croyant que la confédération est à désirer pour le règlement de nos difficultés politiques ; croyant que pour maintenir dignement notre existence elle est devenue nécessaire, si l'on veut augmenter nos moyens de défense contre toute agression, je me trouve avoir là deux puissants motifs d'être en faveur du projet. (Écoutez ! écoutez !) Bien que j'admette l'opportunité d'une confédération ; bien que je sois convaincu qu'il faut que quelque chose soit fait et que la nécessité exige que le gouvernement déploie de la vigueur et de l'énergie pour nous tirer de l'embarras où nous ont plongés nos différends politiques, et pour nous préserver non seulement du danger de difficultés politiques à l'intérieur mais aussi d'une guerre avec l'étranger, il ne s'ensuit pas que je sois un de ceux qui sont prêts à accepter une constitution sans s'assurer d'abord si elle convient au peuple